



























[Communiqué]

Pour la justice fiscale, sociale et écologique, le projet de budget 2026 doit être abandonné.

Le projet de budget 2026 est austéritaire, injuste et inefficace, il doit être abandonné dans son ensemble. Dans les sondages, comme dans la rue, la majorité de la population rejette massivement la politique d'austérité menée et exige une véritable justice fiscale. Nous en sommes très loin.

Le projet de budget 2026 va aggraver les inégalités alors que le taux de pauvreté bat des records, et priver l'action publique (les écoles, les hôpitaux, les transports, le logement, etc) et les politiques climatiques de moyens essentiels, alors que les dividendes et patrimoines des grandes entreprises et des plus riches atteignent des records.

Ce budget va affaiblir profondément les services publics (suppression de plus de 3000 postes de fonctionnaires) et la protection sociale (doublement des franchises médicales, gel des prestations sociales). Cela va accroître la pauvreté et la précarité, et risque de créer une situation dont l'extrême droite ne peut que tirer profit.

Nous, organisations syndicales et associatives, refusons que l'effort pèse sur la population, notamment les précaires et victimes de discriminations qui en paieront le plus lourd tribut, tandis que les plus riches et les multinationales, bénéficiaires de baisses d'impôts et de cotisations sociales, continuent d'échapper à l'impôt et continuent de concentrer les richesses.

Pour l'abandon de ce budget austéritaire et l'abolition des privilèges fiscaux et sociaux, préalables indispensables pour imposer une société juste, solidaire et démocratique, nous appelons d'ores et déjà à participer à un rassemblement jeudi 16 octobre à partir de 18h à proximité de l'Assemblée nationale (RDV métro Invalides, angle rue Constantine et rue de l'Université). Nous nous y exprimerons pour porter nos analyses et revendications.

Ce rassemblement est organisé à l'appel de : 350.org, Attac France, Amis de la terre France, Egalités, Emmaüs France, Fondation Frantz Fanon internationale, Greenpeace France, FSU, Fondation Copernic, OST, Oxfam France, Solidaires finances publiques, Union syndicale Solidaires.

Les prises de parole permettront de mettre en évidence le caractère injuste, anti-écologique, sexiste et raciste de ce budget, et de présenter nos alternatives de justice fiscale :

- Caroline Chevé, secrétaire générale de la FSU
- Julie Ferrua, co-déléguée de l'Union syndicale Solidaires
- Gabriel Malek, membre du Conseil fédéral des Amis de la Terre
- Fanny Petitbon, responsable France de 350.org
- Mireille Fanon Mendès France, Co-présidente de la Fondation Frantz Fanon internationale
- Layla Abdelké Yakoub, responsable plaidoyer justice fiscale d'Oxfam France
- Youlie Yamamoto, porte-parole d'Attac France